

LES VIOLENCES URBAINES SONT LE SIGNE D'UNE CRISE SOCIALE PROFONDE

Deux ans après les violences de novembre 2005 qui avaient touché de nombreux quartiers populaires, des événements similaires se sont produits à Villiers-le-Bel, en région parisienne.

Nous ne pouvons que désapprouver ces actes de violences dont les victimes sont des policiers ou directement et indirectement, celles et ceux qui subissent déjà un sort détestable.

Mais les discours mettant en avant, comme en 2005, l'unique responsabilité de voyous sans foi ni loi sont contredits par les faits : la majorité des auteurs des violences jugés en 2005 était inconnue des services de police.

Rétablir la tranquillité publique ne saurait légitimer une réponse purement répressive.

Il faut aller au-delà de cette vision simpliste sous peine de connaître d'autres épisodes dramatiques : la flambée de violences intervient dans un contexte de **régression sociale**, d'**accroissement de la précarité et des inégalités** auquel se surajoutent les effets de **discriminations**, et de **stigmatisations** durables voire croissantes.

Les comportements autodestructeurs attestent avant tout le délitement du tissu social et le désespoir que vivent nombre de jeunes de ces quartiers ainsi que leurs relations catastrophiques avec la police. Cette crise ne connaîtra donc pas de solution simple et martiale.

Il faut sans plus tarder une vigilance accrue sur le terrain de la lutte contre les discriminations et la mobilisation d'énergies et de moyens considérables au service de la cohésion sociale et du rétablissement de l'égalité des droits.